



► Demande de propositions

Etude cartographique sur l'Economie sociale et solidaire à **MADAGASCAR**

Position	Consultant national individuel
Date limite	29 septembre 2023
Durée	2 mois
Nombre de jours ouvrables	25 jours en total

1. Contexte

Au cours des dernières années, l'économie sociale et solidaire a fait l'objet d'une attention croissante dans les pays et les régions, principalement en raison de son rôle perçu en tant qu'outil pour parvenir à une reprise et à un développement inclusif, résilient et durable. Les adoptions successives de la Résolution de l'OIT sur le travail décent et l'économie sociale et solidaire et de [sa Stratégie et Plan d'action sur le travail décent](#) et l'ESS, ainsi que de la [Résolution des Nations Unies sur l'ESS](#) confirment la dynamique autour de ce modèle alternatif et inclusif d'entrepreneuriat centré sur l'humain.

En Afrique, la reconnaissance institutionnelle accordée à l'ESS varie d'un pays à l'autre mais reste limitée. Seuls cinq pays africains disposent d'un cadre juridique et institutionnel spécifiquement dédié à l'ESS.¹ Pleinement consciente de ce défi, avec l'appui technique de l'OIT, l'Union Africaine a élaboré une stratégie décennale d'ESS et son plan de mise en œuvre en vue d'un cadre politique d'actions complet, coordonné et se renforçant mutuellement pour légitimer, soutenir et étendre l'ESS dans ses États

¹ OIT : *Economie sociale et solidaire : catalyseur de l'innovation sociale en Afrique* (2022)

membres comme l'une des stratégies de relèvement et de reconstruction post-Covid-19.²

Le terme « économie sociale et solidaire » en tant que tel est relativement récent en Afrique, et dans de nombreux pays africains, ce terme n'appartient pas (encore) au langage couramment utilisé par les décideurs et les chercheurs ; Cela ne signifie cependant pas que ces pays n'avaient pas d'économie sociale et solidaire. Au contraire, on pourrait dire que l'Afrique est le continent dans lequel l'économie sociale et solidaire joue le rôle le plus important, car tous les pays africains comptaient un grand nombre d'organisations qui poursuivent des objectifs d'ESS.³ Le terme « ESS » est apparu sur le continent africain au cours de la première décennie du 21^e siècle, d'abord en Afrique du Nord et de l'Ouest francophone avant de se répandre timidement dans le reste du continent. Les principales composantes de l'ESS en Afrique subsaharienne, à savoir les coopératives⁴, les mutuelles⁵, les associations d'entraide⁶, les entreprises sociales⁷ et les tontines⁸ ont relativement bien documentées en Afrique subsaharienne, alors qu'il existe beaucoup moins de littérature sur l'état de l'ESS en tant que mouvement, dans son ensemble en Afrique.^{9 10}

Encadré 1. Définition de l'économie sociale et solidaire

L'ESS comprend les entreprises, les organisations et les autres entités qui mènent des activités économiques, sociales ou environnementales servant un intérêt collectif et/ou l'intérêt général, et qui reposent sur les principes de coopération volontaire et d'entraide, de gouvernance démocratique et/ou participative, d'autonomie et d'indépendance, ainsi que sur la primauté de l'humain et de la finalité sociale sur le capital en ce qui concerne la répartition et l'utilisation des excédents et/ou des bénéfices, ainsi que des actifs. Les entités de l'économie sociale et solidaire aspirent à la viabilité et à la durabilité dans une optique de long terme, ainsi qu'à la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, et mènent des activités dans tous les secteurs de l'économie. Elles sont la traduction concrète d'un ensemble de valeurs qui sont indissociables de leur fonctionnement et qui participent du souci des personnes et de la planète, de l'égalité et de l'équité, de l'interdépendance, de l'autogestion, de la transparence et de la responsabilisation, ainsi que de la réalisation du travail décent et de la matérialisation de moyens de subsistance décents. L'économie sociale et solidaire inclut,

² ILO: [The African Union holds a Consultative Meeting of Civil Society Organizations on its draft Ten-Year Strategy on the Social and Solidarity Economy and its Implementation Plan \(2023-2033\)](#)

³ Borzaga C. & Galera G.: *The potential of social economy for local development in Africa: an exploratory report* (2014)

⁴ Voir par exemple Wanyama, F.; Develtere, P.; Pollet I.: *Reinventing the Wheel? African Cooperatives in a Liberalized Economic Environment* (2009)

⁵ Voir par exemple Waelkens M-P.; Criel B.: *Les mutuelles de santé en Afrique Sub-Saharienne - état des lieux et réflexions sur un agenda de recherche* (2004)

⁶ Voir par exemple Hamer J-H: *Preconditions and Limits in the Formation of Associations: The Self-Help and Cooperative Movement in Sub-Saharan Africa*

⁷ Voir par exemple Littlewood & Holt : *Social enterprise resilience in sub-Saharan Africa* (2018)

⁸ Voir par exemple Reito: *ROSCAs without sanction* (2019)

⁹ Voir par exemple Tremblay C.: *Advancing the Social Economy for Socio-economic Development: International perspectives* (2009)

¹⁰ Schwettmann J. (2022)

selon les circonstances nationales, les coopératives, les associations, les mutuelles, les fondations, les entreprises sociales, les groupes d'entraide et les autres entités fonctionnant selon ses valeurs et principes.

Source: Résolution de l'OIT sur le travail décent et l'économie sociale et solidaire (2022)

Malgré l'enthousiasme suscité par l'ESS, elle ne doit pas être perçue comme une solution miracle à tous les problèmes de développement. Il est donc important de bien considérer les formes prises par l'ESS dans un contexte donné, d'évaluer dans quelle mesure l'ESS peut contribuer à la réalisation des priorités nationales et quel type d'entités de l'ESS est le mieux adapté pour poursuivre des stratégies nationales spécifiques. Une telle approche augmenterait la visibilité de l'ESS et, par conséquent, en ferait un acteur de développement plus important et plus percutant.¹¹

2. Portée du mandat

Sous la supervision de l'Unité Coopératives de l'OIT et en étroite collaboration avec les équipes d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique orientale et australe et le Bureau de pays pour Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles ainsi qu'avec l'Union Africaine, l'objectif de cette consultation est de réaliser la cartographie de l'économie sociale et solidaire à Madagascar.

L'objectif principal de l'évaluation est d'analyser les formes prises par l'ESS, d'évaluer les besoins prioritaires pour renforcer le développement de l'ESS, ainsi que les opportunités et les défis de ses entités, en particulier en ce qui concerne la contribution actuelle et potentielle à la mise en œuvre des stratégies nationales.

Les tâches spécifiques à couvrir par le/la consultant/e comprennent:

- Procéder à un examen documentaire de la littérature pertinente existante sur l'ESS et ses tendances aux niveaux régional ainsi qu'à Madagascar y compris sur ses entités
- Procéder à un examen documentaire des politiques, de la législation et des documents de stratégies nationales pertinents liés et / ou ayant un impact sur le développement de l'ESS et de ses entités
- Cartographier toutes les parties prenantes concernées de l'ESS, en particulier les principaux représentants de l'ESS au niveau national et les autorités publiques compétentes en charge du développement et/ou de ses entités

¹¹ Schwettmann J. (2022)

- Élaborer la méthodologie et les outils de recherche (par exemple, liste de contrôle, questionnaires d'entretien) pour évaluer l'ESS, ses formes et sa actuel et potentiel contribution à la création d'emplois décents pour hommes et femmes ainsi qu'aux stratégies nationales clés de Madagascar et les études de cas des entités pertinentes de l'ESS,
- Évaluer les défis et les opportunités pour le développement de l'ESS et de ses entités dans des secteurs présélectionnés à fort potentiel de création d'emplois décents,
- Produire un rapport d'analyse diagnostique basé sur les objectifs ci-dessus qui comprend, sans s'y limiter, un examen documentaire, une vue d'ensemble du paysage de l'ESS à Madagascar (y compris les formes de l'ESS), la cartographie des parties prenantes, contribution a emploi, des exemples de bonnes pratiques de la contribution des entités de l'ESS aux priorités nationales, une analyse des défis et des opportunités pour le développement de l'ESS en général, participation économique des femmes, et dans les secteurs à fort potentiel de création d'emplois décents. Le rapport comprendra des recommandations pour les interventions futures dans ce domaine.

3. Méthodologie

La méthodologie à suivre par le/la consultant/e comprendra les éléments suivants :

- a. Un examen documentaire des documents pertinents liés au cadre juridique des entités de l'ESS et de certains documents de stratégie nationale. L'OIT fournira la documentation dont elle dispose.
- b. Entretiens semi-structurés et discussions de groupe ('focus group discussions') avec les parties prenantes concernées telles que les représentants des entités de l'ESS, les organisations de soutien à l'ESS, les autorités publiques, les partenaires sociaux et les acteurs du secteur privé. L'objectif principal des entretiens sera de recueillir des informations approfondies, y compris des perceptions, des points de vue et des informations factuelles sur la situation actuelle et le potentiel de développement de l'ESS. Le consultant devrait prendre des mesures spécifiques pour assurer l'inclusion des femmes et des jeunes en tant que personnes interrogées.

Un plan d'entretiens/des discussions de groupe ainsi que l'ébauche du guide d'entretiens et du questionnaire du guide sur les discussions de groupe devraient être inclus dans le rapport initial. Les entretiens peuvent se faire en face à face ou à distance

4. Livrables

Les livrables spécifiques attendus du consultant sont les suivants :

Livrables	Explication	Jours ouvrables
1. Rapport initial et plan de travail	Ce document devra comprendre un plan de travail détaillé assorti d'une liste indicative des intervenants à interviewer; Questions de recherche spécifiques; entrevue et guide / questionnaire pour les discussions de groupe; Bibliographie initiale pour la revue de la littérature	3
2. Projet d'étude cartographique, entretiens et discussion de groupe	Le projet de rapport devrait comprendre une analyse documentaire; analyser le paysage de l'ESS, par exemple les formes d'ESS, part de l'emploi, l'environnement juridique, une évaluation des défis auxquels sont confrontées les entités de l'ESS, les opportunités de l'ESS en termes de secteur à fort potentiel de croissance; t participation accrue des femmes, études de cas de bonnes pratiques des entités de l'ESS mettant en évidence les initiatives en cours dans le pays en matière d'ESS, les recommandations pour les interventions futures et la voie à suivre; Liste complète des entrevues; Bibliographie; Annexes sur les organisations et les personnes interviewées; questionnaires d'entrevue; Liste des parties prenantes identifiées lors de l'exercice de cartographie	20
3. Rapport final	Rapport révisé fondé sur les commentaires relatifs au projet de rapport	2

5. Qualifications requises

- i. Diplôme universitaire supérieur en droit, économie sociale et solidaire, sciences sociales ou dans une discipline apparentée
- ii. Au moins cinq ans d'expérience dans le domaine de l'ESS ou du développement coopératif, au niveau national et/ou international
- iii. Expérience démontrée de la réalisation d'analyses juridiques
- iv. Expérience de l'élaboration de manuels de formation pratique et/ou d'instruments de recherche
- v. Forte capacité d'analyse démontrée
- vi. Capacité de transmettre verbalement des questions techniques complexes à un public diversifié
- vii. Excellentes compétences en analyse et en rédaction de rapports, y compris la capacité d'élaborer des documents de haute qualité en anglais
- viii. Aptitude démontrée à élaborer des exposés et à transmettre oralement des questions techniques complexes à un large éventail de parties prenantes.

6. Durée du mandat

Durée du mandat L'étude cartographique sera produite sur une période de 2 mois, commençant le 9 octobre 2023 et se terminant le 15 décembre 2023

Calendrier de paiement

1. 30% à la remise du rapport initial et plan de travail
2. 70% à la remise du rapport final

7. Procédure de candidature

Les candidats intéressés par cette consultation sont invités à soumettre une proposition technique qui doit inclure: i) les tâches à effectuer; ii) la méthodologie suggérée; iii) plan de travail; iv) proposition financière détaillée; v) CV de la personne qui entreprendra le conseil. Au moins une copie d'une tâche similaire élaborée dans le cadre d'un contrat antérieur doit être soumise.

Assurez-vous également de fournir des références pour les travaux antérieurs effectués qui sont cités dans votre demande. Les soumissions doivent être envoyées à coop@ilo.org plus tard le 29 septembre 2023.